

Yonne

Mémoire

numéro 11 - novembre 2003 - 3€

ARORY

• Association pour la Recherche sur
l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne •

Sommaire

> Chronologie

Chronologie de la répression à l'automne 1943, page 2,
Par Joël Droglad.

> Concours 2003

page 3 par Jean Rolley.

> Le terrible automne 1943

Le réseau Alliance est démantelé, page 3,
par Jean-Claude Pers et
Jean Rolley.

Arrestation de Marc Bizot,
page 4, par Thierry Roblin.

**L'automne 1943 en
Tonnerrois, pages 5 à 6,**
par Frédéric Gand.

**Arrestation des frères
Horteur, pages 6 à 7,**
par Joël Droglad.

La trahison d'«Etienne»,
pages 8 à 9,

par Joël Droglad.

L'affaire du cuivre à Toucy,
page 10,

par Claude Delasselle.

60 ans après : un automne tragique

ÉDITORIAL par Jean Rolley

Ce numéro est consacré à l'automne 1943, marqué dans l'Yonne comme dans d'autres régions, par une terrible répression.

L'année 1943 est décisive pour l'ensemble des territoires concernés par la guerre devenue mondiale. La victoire de Stalingrad, au début de février, est suivie en juin d'une grande contre-offensive soviétique ; ces succès ont un grand retentissement dans toute l'Europe occupée. Sur les champs de bataille d'Afrique, les forces de l'Axe subissent de graves revers, et en mai elles évacuent l'Afrique du Nord. Les Alliés peuvent débarquer en Sicile en juillet. Le régime fasciste s'effondre. Enfin, dans le Pacifique, les Japonais sont désormais sur la défensive.

Pour la France 1943 est aussi un tournant capital. C'est d'abord la mise en place du Service du Travail Obligatoire par la loi de février, qui modifie pour beaucoup de Français la perception de l'occupation et du régime de Vichy, et pour certains leur comportement, une partie des réfractaires devenant résistante. C'est, le 27 mai, la création du Conseil National de la Résistance, et peu de temps après, la naissance du Comité français de Libération nationale le 3 juin que les Alliés reconnaissent de facto. La position de de Gaulle, à la tête de la Résistance, est désormais plus forte.

Dans l'Yonne, le premier semestre 1943 voit se mettre en place, et se renforcer,

l'ensemble des organisations de résistance. C'est le cas des mouvements « Résistance », « Libération-Nord », « OCM », mais aussi des réseaux « J. M. Buckmaster », « Vélite-Thermopyles », etc. Simultanément le « Front national », ainsi que les FTPF, se développent.

Mais les Allemands ne restent pas inertes. Ils sont très conscients du renforcement de la Résistance, et veulent à tout prix la neutraliser, d'autant plus que la perspective d'un débarquement sur les côtes de l'Ouest de la France est de plus

Pour la France 1943 est aussi un tournant capital. C'est d'abord la mise en place du Service du Travail Obligatoire par la loi de février, qui modifie pour beaucoup de Français la perception de l'occupation et du régime de Vichy.

en plus précise (de nombreux résistants l'ont espéré pour l'automne 1943). Ils accentuent la répression, et l'Yonne n'est pas épargnée.

C'est cette répression qui est évoquée ici, sous ses différents aspects. On notera en particulier le rôle sinistre joué par certains Français, qui se sont mis au service des Allemands, que ce soit pour les arrestations qui touchent le réseau Alliance, ou celles qui frappent le Sénonais. La chronologie présentée en page 2 donne une idée de ce que fut pour les résistants de l'Yonne, malgré les certitudes sur l'issue de leur combat, ce terrible automne 1943. ■

Yonne
Mémoire

Bulletin de l'Association pour
la Recherche sur l'Occupation et
la Résistance dans l'Yonne.
Directeur de publication : C. Delasselle
Rédacteur en chef : J. Rolley
Iconographie : A. Fouanon
Coordination : T. Roblin
Graphisme et réalisation : F. Joffre
Arory, 2003. Photos : D.R.
site internet : www.arory.com
e-mail : info@arory.com
Centre de documentation :
15 bis, rue de la Tour d'Auvergne
89000 Auxerre
Tél. / fax : 03 86 48 23 68.

Chronologie de la répression à l'automne 1943

22 septembre	<ul style="list-style-type: none"> • Sens. Les frères Paquet, membres du groupe d'action immédiate des FTP ouvrent le feu sur les Feldgendarmes. Trois Allemands et Lucien Paquet sont tués. • La Chapelle-sur-Oreuse. Arrestation d'Alfred Rondeau et de sa famille. Il est fusillé le 28 octobre. • Chailley. Arrestation de Maurice Mulot. Il est déporté. • Briennon. Arrestation de Simon Legouge. Il est déporté. Arrestation des frères Xavier et Marcel Horteur. Ils sont fusillés le 23 décembre. • Mont-Saint-Sulpice. Attaque et anéantissement du petit maquis des frères Horteur. • Avallon. Arrestation de l'abbé Ferrand et de François Robb du réseau Alliance. Ils mourront en déportation. Dans les deux semaines suivantes, sept personnes sont arrêtées à Avallon.
30 septembre	<ul style="list-style-type: none"> • Champignelles. Arrestation de Raymond Pesant et de Jacques Bombert du mouvement Résistance. Ils sont fusillés le 13 novembre.
2 octobre	<ul style="list-style-type: none"> • Avallon. Arrestation de Jean Seruau du réseau Alliance. Il mourra en déportation.
5 octobre	<ul style="list-style-type: none"> • Toucy. Arrestation de Felix François et de six autres résistants sédentaires. Tous seront fusillés ou déportés. Le mouvement Résistance est démantelé.
7 octobre	<ul style="list-style-type: none"> • Michery. Arrestation de Marc Bizot par la police française. Il est fusillé au Mont Valérien le 7 mars 1944. • Pontigny. Arrestation de Georges Vannereux qui venait de faire exploser un train de munitions.
8 octobre	<ul style="list-style-type: none"> • Epizy. Arrestation de Jorge Semprun et d'Irène Chiot. Elle mourra en déportation.
13 octobre	<ul style="list-style-type: none"> • Près de Sens. Arrestation de Pierre Castets, Alfred Prieur, Marius Guillemand et d'un responsable national du Bureau des opérations aériennes.
13-16 octobre	<ul style="list-style-type: none"> • Sens et villages du Sénonais. Plus de vingt arrestations déciment la Résistance gaulliste sénonaise (BOA et Ceux de la Libération) à la suite de la trahison de Marius Guillemand.
15 octobre	<ul style="list-style-type: none"> • Auxerre. Arrestation du docteur Seguin et de Marcel Felser, du mouvement Résistance. Ils mourront en déportation.
19 octobre	<ul style="list-style-type: none"> • Asnières-en-Montagne et Pimelles. Attaque du maquis FTP Vauban. 1 mort.
21 octobre	<ul style="list-style-type: none"> • Migennes. Arrestation de Léon Quarton, résistant sédentaire. Il sera déporté.
23 octobre	<ul style="list-style-type: none"> • Villeneuve-sur-Yonne. Arrestation des résistants sédentaires de Libération-Nord : André Bolland, Marcel Durand et Jean Puissant. Ils seront déportés.
1 ^{er} novembre	<ul style="list-style-type: none"> • Environs d'Etivey et d'Aisy-sur-Armançon. Les troupes allemandes attaquent le maquis FTP de la Flèche noire.
5 novembre	<ul style="list-style-type: none"> • Chablis. Arrestation de dix résistants.
13 novembre	<ul style="list-style-type: none"> • Avallon et Quarré-les-Tombes. Arrestation de six résistants, rescapés de l'attaque du maquis Vauban
17 novembre	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle attaque du maquis de la Flèche noire dans la forêt du Petit Jaillis, à dix kilomètres au nord de Montbard.
18 novembre	<ul style="list-style-type: none"> • Arrestations de 15 résistants dans le canton d'Ancy-le-Franc et 4 à Vézelay.
24 et 25 novembre	<ul style="list-style-type: none"> • Une trentaine de résistants sont arrêtés dans le Tonnerrois.
25 novembre	<ul style="list-style-type: none"> • Arrestation de Jean Léger à Auxerre.
1 ^{er} décembre	<ul style="list-style-type: none"> • Arrestation de Raymond Laroche, recruteur régional des FTP.
7 décembre	<ul style="list-style-type: none"> • Perquisition allemande au monastère de la Pierre-qui-Vire.

JOËL DROGLAND

Les arrestations de l'automne 1943 à Avallon : le réseau Alliance est démantelé

Autour de l'abbé Ferrand un groupe s'est formé dès 1942, groupe rattaché un peu plus tard au réseau Alliance. Le groupe d'Avallon fait partie de la région Est du réseau, dont la direction est assurée par Paul Mengel, ingénieur à Autun. La section d'Autun, désignée sous l'appellation de « Forteresse » a à sa tête le duc de Sully-Magenta, alias Sloughy. C'est par Autun que le groupe de l'abbé Ferrand transmet ses informations, car il ne possède pas de poste émetteur.

L'opération « Gibet »

Le 16 septembre 1943, les Allemands lancent l'opération « Gibet », et réussissent à arrêter le commandant Faye, chef du réseau Alliance, et d'autres responsables, en gare d'Aulnay-sous-Bois. A partir de là sont organisées des arrestations en province, à partir du 19 septembre ; dans la région Centre d'abord (Volvic, Vichy, etc.), puis dans le secteur d'Autun à

partir du 21. C'est ainsi que seront opérées 26 arrestations, à Autun et pour l'ensemble du groupement Forteresse. Parmi les personnes arrêtées, nous trouvons à Avallon l'abbé Ferrand, pris près du cimetière d'Avallon, alors qu'il étudiait l'installation d'un poste émetteur, François Robb, photographe, et le curé Froment, âgé de 71 ans, qui sera relâché. L'abbé Ferrand a été interné à Fresnes, puis transféré au camp de Schirmeck en Alsace. Le 1^{er} septembre 1944, avec d'autres membres du réseau Alliance, il est évacué vers le camp du Struthof, où ils sont tous exécutés. Une plaque à l'intérieur du four crématoire rappelle leur sacrifice.

L'opération « Gibet » est le résultat du travail efficace de l'Oberleutnant Merck, alias Kayser, de l'Abwehr de Dijon auquel avait été confié l'élimination du réseau Alliance. Merck avait su utiliser le talent de J.P. Lien, alias Flandrin, infiltré dans le réseau à un niveau élevé, qui travaille pour l'Abwehr, où il est immatriculé

sous le numéro E 7226, pour de l'argent. Il sera jugé et exécuté après la Libération.

D'autres arrestations suivent

D'autres arrestations surviennent dans les semaines qui suivent. C'est celle de Jean Serruau qui appartient au réseau Alliance, dont le nom figure sur la liste des disparus du réseau, établie par Marie-Madeleine Fourcade. Marcel Rondé, arrêté le 15 octobre, était en contact avec l'abbé Ferrand, mais son arrestation est peut-être à rattacher à celles qui touchent le B.O.A. et d'autres organisations, dues à la trahison de Marius Guillemand, dit « Etienne ». Sont arrêtés également Gaétane Borg, Robert de la Rochefoucauld, Pierre Hodgette, Gisèle et Marguerite Girvan. Certaines de ces arrestations sont sans doute liées à l'attaque contre le réseau Alliance, mais pour d'autres ce n'est pas le cas, comme celle de Robert de la Rochefoucauld. Le réseau ne se reconstitue pas. ■

JEAN CLAUDE PERS ET JEAN ROLLEY

Sources : Camille Sautet, Images du père Ferrand, Ed. des Florimontains, M. Madeleine Fourcade, L'arche de Noé Réseau Alliance 1940-45, Plon, 2^{ème} édition, 1998, Jeanne Gillot-Voisin, La Saône-et-Loire sous Hitler, F.D.L., Mâcon, 1996.

Concours 2003

Le sujet du concours national de la Résistance et de la Déportation 2004, « Les Français Libres », soulève bien des questions. Il abandonne la pratique, respectée depuis longtemps, de l'alternance de sujets portant sur la déportation et de sujets portant sur la Résistance. Il est probable que cette décision s'explique par la volonté de marquer d'une façon particulière le soixantième anniversaire de la Libération, anniversaire d'autant plus important que, malheureusement, de nombreux acteurs de cette période sont en train de disparaître. C'est une occasion d'évoquer les Français libres souvent mal connus dans beaucoup de régions et de départements, par la force des choses. Mais, pour les mêmes raisons, cela rend la préparation très difficile pour les élèves des collèges et des lycées dans un département comme le nôtre. Dans l'Yonne, en effet, c'est la Résistance intérieure que les jeunes peuvent approcher, soit à travers les contacts directs avec d'anciens résistants, soit à travers les travaux et ouvrages déjà publiés. Qui sont, en effet, les « Français Libres » ? Ce sont tous ceux, et toutes celles, qui ont rejoint à titre individuel, ou en unité constituée, volontaire reconnaissant l'autorité du général de Gaulle, et qui ont signé avant le milieu de 1943 un engagement pour la durée de la guerre. Ils ont refusé la défaite, l'armistice, sans considération idéologique, et repris la position de de Gaulle quand celui-ci affirme : « Une défaite militaire n'est jamais la défaite d'un peuple quand ce peuple, fût-ce sous la forme d'une poignée d'hommes, se refuse à l'accepter. » Les Français libres font partie de cette poignée d'hommes. Ils ont rejoint Londres

par la mer ou par l'Espagne (où beaucoup subissent le dur internement dans les camps) ; d'autres ont rallié la France libre en Afrique noire, sous le commandement de Larminat et Leclerc, d'autres encore en Syrie, et en Afrique du Nord. Ils participent aux combats d'Italie, dans la 1^{re} division française libre. Ils sont engagés dans le débarquement de Normandie, avec la 2^e division blindée, et dans le débarquement de Provence. D'autres Français libres sont envoyés dans la France occupée pour des missions délicates, toujours périlleuses, et qu'ils sont nombreux à avoir payé de leur vie. Enfin, certains, dans la clandestinité, rassemblent et transmettent des renseignements aux services de la France libre, à Londres, en particulier au BCRA (Bureau central de renseignement et d'action).

Pour ceux qui voudront, malgré les difficultés, s'engager dans la préparation du concours. Quelques livres peuvent les aider, livres bien sûr généraux. Dans la collection Que sais-je, *Histoire de la France libre*, de J.F. Muraccioli, 1996 (nouvelle version du même ouvrage, de Henri Michel) permet de comprendre ce que fut la France libre. Mais le livre de référence est celui de J.L. Crémieux-Brilhac, *La France libre*, de l'appel du 18 juin à la Libération, Gallimard, 1996. Enfin peut être lu avec profit le livre de souvenirs de D. Rondeau et R. Stéphane, *Des hommes libres*, Presses de la Cité, 2000. Dans l'Yonne, seules quelques personnes font partie de l'association de la France libre. Pour obtenir les quelques renseignements que nous avons, vous pouvez vous adresser au centre de documentation de l'ARORY, 15 bis rue de la Tour d'Auvergne, à Auxerre, tél. 03 86 48 23 68, et consulter le site www.arory.com

JEAN ROLLEY

7 octobre 1943 : arrestation de Marc Bizot à Michery

Marc Bizot, responsable du dépôt d'armes de Michery

En mai 1943, six containers remplis de deux tonnes d'armes légères et de munitions sont largués sur le plateau qui domine les carrières de Michery. Réceptionnées, les armes sont cachées dans les carrières (au nord de Sens) où un important dépôt d'armes est constitué. Marc Bizot, jeune homme originaire de Cuy, petit village proche de Pont-sur-Yonne en devient le responsable secondé par son ami d'enfance Bernard Furet. Né en 1922, Marc Bizot a rejoint le réseau Jean-Marie Buckmaster au début de l'année 1943. Cet important réseau (il possédait plusieurs antennes en France) né des contacts établis en décembre 1942 avec le SOE (Special Operations Executive) britannique avait pour objectifs le renseignement, les sabotages, l'évasion de pilotes tombés chez l'ennemi et surtout la réception et le stockage d'armes parachutées. Dans l'Yonne, le réseau Jean-Marie Buckmaster fut très actif.

L'infiltration du réseau Jean-Marie Buckmaster par la MOI

A l'origine, le parachutage de Michery était

destiné aux membres parisiens du réseau Jean-Marie Buckmaster. Pourtant, il a profité en grande partie aux résistants de la MOI (Mouvement de la main d'œuvre immigrée). Organisation de résistance liée aux communistes, la MOI réunissait des militants expérimentés et déterminés, des anciens des Brigades Internationales d'Espagne et des combattants d'origine juive dont les familles avaient été persécutées. Durant l'occupation, cette organisation composée de multiples détachements (citons celui de Missak Manouchian qui s'est illustré à Paris) mena tout d'abord un combat politique puis développa une lutte armée sous forme de guérilla urbaine. Pour atteindre ses objectifs, la MOI organisa la récupération d'armes en privilégiant l'infiltration des réseaux SOE lesquels bénéficiaient d'importants moyens en armes. C'est dans ce but que Jorge Semprun et Michel Herr, membres de la MOI, réussirent à infiltrer à la fin septembre 1943, l'antenne du réseau Jean-Marie Buckmaster dirigée dans le Jovinien par Pierre Argoud.

Bernard Furet a affirmé qu'il ne connaissait pas l'identité des résistants qui venaient s'approvisionner au dépôt de Michery. Était-ce

Marc Bizot rejoint le réseau Jean-Marie Buckmaster au début de l'année 1943 et devient responsable du dépôt d'armes parachutées près de Michery.



Marc Bizot à 19 ans. (Archives privées).

aussi le cas pour Marc Bizot ? A ce jour, nous ignorons les conditions dans lesquelles la MOI a pris connaissance du dépôt. Toujours est-il que pendant plusieurs mois, des résistants FTP-MOI appartenant à une organisation nommée Jaclard sont venus de Paris pour récupérer des armes du parachutage de Michery. Accueillis en gares de Champigny et de Pont-sur-Yonne, équipés de sacs à dos et de matériel de camping, ils étaient conduits de nuit au dépôt par Marc Bizot ou Bernard Furet. Ensuite, hébergés au domicile de la famille Bizot, les résistants regagnaient Paris par le train, au petit matin.

Marc Bizot persuadé d'avoir affaire à des résistants est arrêté par la police française.

« Le 7 octobre au soir, M. Bizot vint m'avertir que son fils Marc était allé aux carrières, car il avait vu plusieurs voitures s'y rendre » se souvient Bernard Furet. Ces voitures sont celles de policiers français comme le confirme un rapport de gendarmerie daté du 8 octobre 1943. « Des policiers français venus de Paris, s'étaient présentés vers 18h30 à la caserne de Pont-sur-Yonne. Déclarant chercher un dépôt d'armes dans la région ils ont demandé si la route de Michery était praticable. Ces policiers disposaient d'une camionnette Renault type voiture cellulaire, voiture de tourisme 402 Peugeot. Ils étaient armés de pistolets automatiques et de grenades. »

La lecture des minutes de l'instruction du procès Barrachin permet ensuite de comprendre comment Marc Bizot fut arrêté. Arrivé à proxi-



Types de
containers
utilisés lors des
parachutages.
Collection M.
Caré

mité de la carrière et probablement persuadé qu'il avait affaire à des résistants, le jeune Marc interpelle des hommes, mitraillettes en bandoulière : « Vous êtes du groupe ? Des choses comme celle-là (en leur désignant la mitraillette), il y en a plein la carrière ! » Marc est aussitôt arrêté. Les policiers trouvèrent ensuite six containers cylindriques ainsi que deux imprimés décrivant l'utilisation de la mitraillette Sten. Ce n'était qu'une partie des armes entreposées, le reste ayant été récupéré par des membres parisiens du réseau

Jean-Marie Buckmaster. Cette opération policière fut menée par les inspecteurs Barrachin et Belard de la Brigade Spéciale 2. La BS était le fer de lance de la répression française contre les communistes. Elle redoubla d'effort après l'exécution, le 28 septembre 1943, du général SS Julius Ritter par un commando FTP-MOI. Arrêté, un membre parisien des FTP-MOI indiqua le dépôt de Michery aux policiers français. Transféré à Paris pour y être interrogé par Barrachin dont la violence des interrogatoires a été prouvée, Marc Bizot fut livré par

la suite aux Allemands puis fusillé le 7 mars 1944 au Mont Valérien, il avait 21 ans. ■

THIERRY ROBLIN

Sources : ZG/82 dossier 1260, instruction du procès Barrachin, ZG/862, instructions du procès Bardet, décembre 1949, ADY 1 W103, rapport de gendarmerie de Pont-sur-Yonne établi le 8 octobre 1943. Témoignage de M. Bernard Furet (2001). Jean-Marc Berlière, Les policiers français sous l'occupation, d'après les archives inédites de l'épuration, Perrin, 2001, 388 p. Pruneau Roger, Contribution à la connaissance de l'histoire du département et de la résistance dans l'Yonne pendant la guerre 1939-1945 (ADY, 2 F 479).

Les soubresauts de l'automne 1943 en Tonnerrois

La résistance monte en puissance tout au long du mois octobre

Les réquisitions, les sabotages et même les exécutions se multiplient au cours du mois d'octobre 1943. Un couple de bûcherons est supprimé à Châtel-Gérard, une entreprise agricole est incendiée à Chablis et son maire Henri Picq est assassiné. Des dizaines de paquets de tabac et de cigarettes sont réquisitionnées à Pimelles et à Sennevoy-le-Bas, des dizaines de litres de carburant le sont à Aisy-sur-Armançon et à Chassignelles. Les réquisitions de tickets de ravitaillement, d'argent, d'essence ou de tabac se répètent quotidiennement à Chablis, Chichée, Fulvy ou Aisy-sur-Armançon. Le 28 octobre un GMR [police spéciale française] de garde à l'écluse de Cry est désarmé par des résistants qui reprennent la route d'Asnières-en-

Montagne en Côte-d'Or. Les « terroristes » appartiennent à plusieurs organisations de résistance qui ne sont pas toutes du département. Figurent parmi elles les sédentaires du Chablisien, les groupes du maquis Vauban de la région de Ravières et de Pimelles et enfin le maquis de la Flèche noire situé entre Etivey et Montbard. Il faut y ajouter les incursions du groupe Robert venant de Bernon dans l'Aube et du maquis Bourgogne d'Henri Camp venant de Semur-en-Auxois.

Les autorités françaises s'inquiètent, les autorités allemandes agissent

A la fin du mois d'octobre 1943 le préfet s'inquiète de la montée de l'activité résistante dans l'Yonne et informe le préfet régional de Dijon que « depuis le 14 juin dans l'Yonne l'action terroriste a causé la mort de 27 personnes dont trois soldats allemands et que les blessés sont au nombre de 19 ». La situation s'est particulièrement dégradée dans le Tonnerrois comme en attestent les rapports de gendarmerie. Le 29 octobre 1943 l'adjudant Guitaud rappelle que « depuis plusieurs jours les exploits de bandes de terroristes se multiplient dans la région. Dans la seule journée du 28 octobre six vols à main armée ont eu lieu dans les cantons

de Cruzy-le-Châtel et d'Ancy-le-Franc. De l'enquête à laquelle je me suis livré le 29 octobre 1943 dans la commune de Chassignelles, il résulte que les habitants de cette commune ont déjà vu cinq fois les terroristes [...] venus pour faire un mauvais coup. » Et le maréchal des logis Fressard, de la brigade d'Ancy-le-Franc, de renchérir trois jours plus tard en rappelant l'élimination de trois soldats allemands le 29 octobre : « l'agression a eu lieu dans la traversée du village d'Ancy-le-Franc [...] ; à notre arrivée la camionnette des agresseurs était déjà partie emportant le blessé ainsi que deux soldats allemands ». Entre-temps les autorités allemandes ont agi. Le 19 octobre le maquis Vauban est attaqué à Pimelles par une cinquantaine de soldats allemands soutenus par plusieurs blindés. Il y a un mort et plusieurs prisonniers. Au petit matin du 1^{er} novembre le maquis de la Flèche noire subit le même sort. Les maquisards en fuite perdent le contact avec la Résistance. Après l'exécution des soldats allemands à Ancy-le-Franc, les autorités allemandes décident de réagir violemment et obtiennent le concours de la préfecture de police régionale. L'effort doit porter sur les axes d'intervention de la Résistance : la vallée de l'Armançon de Tonnerre à Montbard et celle du Serein de Chablis à l'Isle-sur-Serein.

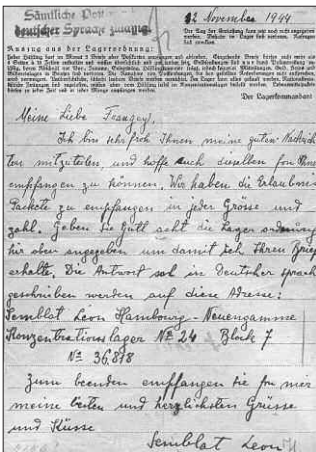
Vichy et les Allemands réalisent un vaste coup de filet en novembre

Trois grandes vagues d'arrestations se succèdent en novembre. La première débute à Chablis le 5 novembre le jour même où le Bourguignon titre *Crime bestial des terroristes* revenant dans l'article sur les événements d'Ancy-le-Franc et évoquant l'attaque contre le maquis de la Flèche noire. Le service régional de la police de sûreté de Dijon arrête 10 personnes à la suite d'une série de sabotages et de l'assassinat du maire Henri Picq. Il s'agit des sédentaires de Chablis. Quelques jours plus tard, le 13, la Feldgendarmerie d'Avallon procède à six arrestations à Avallon et Quarré-les-Tombes. Ce sont des rescapés de l'attaque du maquis Vauban à Pimelles.

La seconde vague est pilotée par les Allemands et a lieu essentiellement le 18 novembre dans le canton d'Ancy-le-Franc. 15 personnes sont appréhendées : l'épicier Henri Levon, l'employé SNCF Robert Roguier et Augustine Portmann à Ravières, les cultivateurs René et Henriette Paquot et leur fils Roger, le retraité Marius Deplaigne ainsi que le cleric de notaire Huguette Babielle à Sennevoy, les boulangers René Louis et Marcel Labille à Ancy-le-Franc, le cultivateur Jean Imbert à Argenteuil, le chimiste Firmin Semblat à l'usine de Frangey, Germaine Quillaud, le contremaître Louis Lenief et le chef de laboratoire Gaston Corbet à >



Firmin Semblat
Archives privées Lucette Semblat.



Lettre de Firmin Semblat envoyée du camp de Neuengamme. Archives privées de Lucette Semblat.

Argentanay et le garçon coiffeur René Imbert à Tonnerre. Le 20 novembre Gaston Babielle est arrêté à Ravières pour une confrontation avec sa fille. Au même moment la Feldgendarmarie d'Avallon procède à quatre arrestations à Vézelay. Des perquisitions ont eu lieu et certains ont échappé au danger. Les Allemands reviendront. Le 18 novembre au soir 23 personnes passent la nuit au quartier allemand de la prison d'Auxerre avant d'être conduites à la prison de Fresnes à l'exception de Paul Paquot, d'Henri Levon, et de Huguette Babielle. Le coup de filet se poursuit le 23 novembre à Saint-Remy-les-Montbard. Quatre membres de la famille du chef de la Flèche noire, René Garnier, sont arrêtés : ses parents Georges et Marie-Jeanne, son jeune frère Albert et son beau-frère Georges Vincenot. Sa fiancée, Gisèle Chartraire, est arrêtée à Paris. Le 24 novembre la Feldgendarmarie arrête à Chichée quatre jeunes sédentaires, Camille Collet, Guy Pinon, Robert Picq et Roland Breton tandis que la police allemande organise la dernière vague de novembre. Une vingtaine de personnes est arrêtée : le couple Michel et Jeanne Berthaut marchands de vin et le boulanger Camille Laureau à Aisy-sur-Armançon, le débitant de boisson Adolphe Vitron et le cultivateur Paul Bourgeois à Etivey, le gara-

giste de Cusy Gino Manganelli, l'épouse du docteur André Plait à Ancy-le-Franc, le maire d'Argenteuil Charles Pascal, le directeur de l'usine de Frangey Pierre Gerfanion à Lézinnes, Jean Corbet à Argenteay. Le lendemain, le 25, le secrétaire de mairie Lucien Girardin, le boulanger Aimé Meunier et Solange Geugnot sont arrêtés à Noyers tandis que les cultivateurs Jean Grégor et René Paris le sont à Moulins-en-Tonnerrois. Puis à Châtel-Gérard c'est le tour de la débitante de boisson Marie-Louise Anquet, de la cultivatrice Alfrédine Trameau et des deux réfractaires qu'elle abrite.

Au début du mois de décembre la Résistance est disloquée

Les infiltrations et les dénonciations ont permis d'arrêter les résistants et les personnes qui les soutenaient. Le nombre total des arrestations est probablement supérieur à cette énumération et reste difficile à chiffrer. La Résistance est presque anéantie et mettra plusieurs mois à se réorganiser. Les arrestations ne cessent pas pour autant. Le 3 et 4 décembre, les Allemands reviennent arrêter ceux qui leur avaient échappé en novembre comme Paul Paquot à Sennevoy. La plupart des personnes arrêtée fut soumise à l'interrogatoire de Bonny et Laffont au siège de la Gestapo française rue Lauriston à Paris. Il n'y eut pas de jugement. Certains restèrent à Fresnes comme René Imbert qui en sera libéré le 17 juin 1944 et d'autres furent envoyés en déportation. Les parents de Garnier meurent à Bergen-Belsen et Ravensbrück. Jean Grégor, René Labille et Firmin Semblat sont revenus de Neuengamme. ■ FRÉDÉRIC GAND

Sources : ADY 1 W 29, 1 W 103, 149 W 22 844, 1158 W 4-6, Numéros du Bourguignon du 5, 9, 14, 16, 30 novembre et 10 décembre 1943. Témoignage de René Garnier et Lucette Semblat 2003.

22 septembre 1943 : arrestation des frères Horteur et attaque de leur maquis

Le maquis des frères Horteur a son origine dans le groupe FTP de Ravières, élément constitutif du maquis Vauban dont Robert Horteur fut l'un des premiers membres. Début mai 1943, le responsable FTP François Grillot (« Germain ») ordonne le repli du groupe après un double sabotage ferroviaire réussi le 1^{er} mai 1943. Les hommes s'installent dans une cabane près de Noyers puis dans

Jaminet (« Paulo »), membre de la direction départementale FTP, reprend alors contact avec eux. Il propose de créer un maquis dans les bois entre Mont-Saint-Sulpice et Rebourseaux, à l'extrémité ouest de la forêt de Pontigny.

Un petit maquis FTP précoce et bien armé

C'est là, fin juin 1943, que naît le maquis des frères Horteur. Il comprend à l'origine Pasquier (« Henri »),

C'est fin juin 1943, que naît le maquis des frères Horteur. Il comprend à l'origine Pasquier (« Henri »), les trois frères Horteur et Maurice Berger. Il s'agrandit en recevant des tirailleurs nord-africains, prisonniers de guerre que l'on a fait évader.

une maison forestière entre Paroy-en-Othe et Bellechaume. C'est là que Xavier et Marcel Horteur viennent rejoindre le groupe qui comprend désormais les trois frères. Xavier a 23 ans. Marcel et Robert, frères jumeaux, ont 18 ans. Après l'arrestation de quatre maquisards le 27 mai 1943 et l'échec de l'opération montée à la gendarmerie de Briennon pour les récupérer, le groupe doit quitter la forêt d'Othe. Une partie d'entre eux gagne la ferme des Essarts près d'Asnières-en-Montagne, les autres, sous la responsabilité de Pasquier (« Henri »), avec Maurice Berger et les trois frères Horteur se réfugie dans le Tonnerrois, à la ferme des Cornes, chez Alfrédine Trameau.

les trois frères Horteur et Maurice Berger. Il s'agrandit en recevant les tirailleurs nord-africains (quatre Algériens et un Marocain), prisonniers de guerre que Xavier et ses hommes ont fait évader. L'emplacement a été choisi pour deux raisons : sa proximité de Migennes où les frères Horteur ont des amis et où Léon Quarton doit recruter des réfractaires et les envoyer au maquis ; sa proximité de Joigny où se trouve Michel Herr, membre du réseau Jean-Marie Buckmaster, avec lequel Jaminet est en contact. Jaminet a également des relations avec Georges Vannereux et Irène Chiot, eux-mêmes en contact avec le groupe jovinien Bayard. C'est par ce canal que « Paulo » parvient à armer le nou-



Horteur Robert



Robert Horteur en famille.
Archives privées Mme Ginette Legouge.

Xavier Horteur en famille.
Photo : Robert Bailly, *Si la résistance m'était contée*.
ANACR-Yonne, 1993.

veau maquis. Ses contacts avec un réseau anglais font vivement critiquer Jaminet au sein de l'état-major FTP. On lui reproche aussi d'accorder peu d'importance à la discipline et au respect des règles de sécurité. Jeunes, fougueux, fiers de posséder des armes et de les montrer, les frères Horteur commettent de nombreuses imprudences. D'autre part, ils sont connus dans la région. « Paulo » ne fait aucun effort pour leur imposer une discipline et exiger le respect des mesures élémentaires de prudence.

Les maquisards réalisent quelques sabotages. Début septembre ils vont s'installer quelques jours dans les bois de la Rue-Chèvre, près de Chailley, dans la forêt d'Othe, où leur ravitaillement est assuré par Maurice Mulot qui tient avec son père la laiterie de Chailley. Cette mission une fois terminée, les maquisards regagnent le Mont-Saint-Sulpice.

Un maquis anéanti

Le 22 septembre 1943, Xavier Horteur et Maurice Berger, ainsi que Simon Legouge, sont arrêtés à Briennon par la Gestapo. S'agit-il

d'un malheureux hasard qui, comme en témoigne Maurice Mulot alors prisonnier dans une voiture de la Gestapo, aurait fait fuir Xavier, qui passait à bicyclette, dans une impasse d'où il ne put s'échapper ou d'une opération de police dans les cafés de Briennon comme le dit un rapport de la Gendarmerie française ?

Le 22 septembre 1943, Xavier Horteur et Maurice Berger, ainsi que Simon Legouge, sont arrêtés à Briennon par la Gestapo.

Les Allemands se rendent immédiatement au maquis. Qui leur en a indiqué l'emplacement ? Il n'y a pas de sentinelle, pas de garde. L'effet de surprise est total. Seul « Henri » parvient à s'échapper. Huit hommes sont faits prisonniers. « Plusieurs pistolets automatiques, fusils de guerre, mitraillettes, engins explosifs et plaquettes incendiaires ont été découverts et saisis » selon un rapport de la Gendarmerie française. Robert Horteur n'est pas au maquis et échappe à l'arrestation. La Gestapo poursuit son enquête qui conduit à l'arrestation de Léon Quarton à Migennes. Xavier et Marcel sont emprison-

nés à Auxerre, traduits devant un tribunal militaire allemand et condamnés à mort. Jorge Semprun qui était alors lui aussi emprisonné à Auxerre a évoqué les frères Horteur dans plusieurs de ses romans. Le 18 janvier 1995, il témoignait pour Alain Vincent : « Le 23 décembre, au moment où Marcel Horteur a été

emmené, il a crié, il a ameuté toute la prison, parce qu'il savait que son frère se trouvait dans une autre cellule. Il n'est pas parti silencieux comme d'autres, encadré par les soldats. Il a crié : « Xavier ! On m'emmène ! On me fusille ! » Puis, il a hurlé des mots de résistance, dit ce qu'il pensait de la lutte. Dans les cellules, tout le monde s'est mis à taper sur les gamelles. Toute la prison était collée aux portes entr'ouvertes, et pendant que la voix de Marcel résonnait, les détenus tapaient et criaient. C'était leur manière de dire : « Au revoir Horteur... » La procédure de jugement des cinq tirailleurs nord-africains fut

disjointe car ils étaient prisonniers de guerre. Ils furent condamnés à mort par le tribunal militaire de la Feldgendarmerie d'Auxerre, le 1er février 1944. Maître Ribain rédigea aussitôt un recours en grâce, avisa le préfet et s'adressa à M. de Brinon, ambassadeur des PG à Paris. Il soutenait que « les condamnés apparaissent bien plutôt comme des prisonniers cherchant un refuge au hasard des circonstances » que comme des « Francs-Tireurs ». Il s'ensuivit toute une procédure dont le dossier conservé aux Archives nationales nous montre qu'elle n'était pas achevée le 2 mars 1944, mais ne nous apprend pas l'issue. ■ JOËL DROGLAND

Sources : AN, F/60/1578. ADY, 1 W 151 et 149 W 22844. Archives privées de Ginette Legouge. *Témoignage de Ginette Legouge (2002)*. *Témoignage de Maurice Mulot (2001)*. Loffroy Robert, *Souvenirs de guerre, manuscrit inédit*. Bailly Robert, *Si la Résistance m'était contée*, Clamecy, ANACR-Yonne, 1990, 520 pages.

En 1943 la Résistance est devenue dans le Sénonais comme dans l'ensemble du département une force organisée et combative. Les individus et les groupes locaux se sont rattachés à de solides organisations. Le colonel Mathis a intégré son groupe dans le mouvement Ceux de la Libération. Le Bureau des opérations aériennes (BOA) les a contactés pour s'implanter dans la région et y organiser des parachutages. Le Front national s'implante ainsi que les premiers groupes de sédentaires FTP. Un Groupe d'action immédiate des FTP se déplace dans la région pour y accomplir des missions délicates. Trois parachutages ont eu lieu, à Michery en mai, à Saint-Martin-du-Tertre en juin et à Soucy en août. Des sabotages sont effectués et les premiers collaborateurs sont abattus.

Octobre 1943 : la Résistance gaulliste sénonaise décimée par la trahison d'« Etienne »

Marius Guillemand, «Etienne», à l'arrière de la moto.
Sources : ADY, 20Fi 10



Le 22 septembre 1943, les frères Paquet, membre du Groupe d'action immédiate des FTP, ouvrent le feu sur trois Feldgendarmes venus les arrêter sur dénonciation dans un salon de coiffure, en plein centre ville. Lucien Paquet est tué ainsi que les trois soldats allemands. La ville est en état de siège. Le soir du même jour, les Feldgendarmes investissent la ferme d'Alfred Rondeau à la Chapelle-sur-Oreuse, à quelques kilomètres de Sens. Ils savent que les membres du GAI ont été hébergés à la ferme. Toute la famille est arrêtée. Alfred Rondeau sera fusillé le 28 octobre à Auxerre. Dans la première quinzaine de septembre la direction nationale du BOA envoie dans l'Yonne un responsable du Pas-de-Calais qui vient d'échapper au démantèlement de cette organisation dans son département. Il s'agit de Marius Guillemand (« Etienne »). Arrêté le 13 octobre 1943 par la Feldgendarmarie, il passe très vite au service de l'ennemi. Sa tra-

hison est une catastrophe pour la Résistance locale.

« Etienne », l'organisateur

Dans les jours qui suivent son arrivée à Sens où il loge chez M. et Mme Vernis, il multiplie les

Dès son arrivée à Sens, «Etienne» multiplie les contacts avec les diverses organisations locales de résistance.

contacts entre les diverses organisations de résistance. Il rencontre Pierre Castets, Alfred Prieur, Louis Busset, et chez Léon Vernis il fait la connaissance du colonel Mathis. Il connaît très vite des militants du Front national, tels René Regnard et Jean Mader. L'adjudant Pannier, qui est l'adjoint de Mathis, sympathise avec « Etienne » et l'introduit chez beaucoup de résistants : il le met en relation avec Marcel Felser, directeur à Auxerre de l'Urbaïne électrique (mouvement Résistance) et le pré-

sente à René Aubin (Libération-Nord) qu'il revoit plusieurs fois par la suite. Busset le conduit à Villeneuve-sur-Yonne où il rencontre les sédentaires de Libération-Nord. En compagnie de Joseph Mathis, il rencontre Pierre Vauthier à Joigny (Libération-Nord, Groupe Bayard). Il se rend également à Auxerre et y rencontre le docteur Seguin (mouvement Résistance). Il prend en main les hommes du Groupe d'Action Immédiate des FTP, leur fournit des armes et leur donne des ordres. En un temps très bref, « Etienne » a ainsi pris contact avec une grande partie des responsables de la Résistance du Sénonais, du Jovinien et de l'Auxerrois. Il semble que son action vise à structurer et à renforcer la cohésion des organisations de résistance, à mieux les unifier et à les rendre plus efficaces.

Le 13 octobre 1943, en début d'après-midi, «Etienne», Alfred Prieur et Jacques Guérin («Ampère»), responsable parisien du BOA, sont arrêtés par la Feldgendarmarie alors qu'ils sont en train de relever les coordonnées d'un terrain d'atterrissage à quelques kilomètres de Sens. Ils sont conduits à l'hôtel de

Paris, siège sénonais de la Feldgendarmarie. Ils sont interrogés, frappés puis conduits à la prison. C'est au cours du premier de ces interrogatoires qu'«Etienne», après avoir reçu quelques coups, se décide à parler. Il accepte très vite de collaborer avec la Gestapo et multiplie les dénonciations.

Les preuves de la trahison

Nous avons la preuve de sa trahison par des documents retrouvés dans les archives alle-

mandes. La Feldgendarmarie de Sens, constatant l'importance des personnes arrêtées, alerte la Gestapo d'Auxerre puis de Dijon qui dépêche un « commando spécial ». « On constata qu'il s'agissait d'une agence anglaise de renseignements très importante et très bien organisée (...) On interrogea un des membres de l'organisation et il avoua qu'il était directeur du Bureau des Opérations Aériennes pour le département de l'Yonne (...) Jusqu'à maintenant ledit Etienne a énergiquement nié qu'il existât des dépôts d'armes dans le département de l'Yonne. A l'interrogatoire d'hier il avoua, après une hésitation, qu'il y avait un dépôt d'armes aux alentours de Nailly, et un à Soucy (...) »

La liste des victimes immédiates de la trahison d'« Etienne » compte une vingtaine de noms au moins. C'est probablement à « Etienne » qu'il faut attribuer aussi les arrestations de Marcel Felser et du docteur Seguin à Auxerre.

« Etienne » donne les dépôts d'armes aux Allemands ainsi que les noms des résistants qu'il connaît. Et il en connaît beaucoup. Son appartenance au BOA, le fait que le BOA se soit implanté sur des organisations préexistantes, les liens étroits qui existent dans le Sénonais entre les diverses organisations de résistance, liens qu'il a contribué à renforcer, tous ces faits permettent de comprendre qu'« Etienne » avait une parfaite connaissance de la Résistance locale. Il est pris d'une véritable frénésie de dénonciations. Il garde pour lui les noms de quelques compagnons qui ne sont pas inquiétés, mais il dénonce la plupart.

Une cascade d'arrestations

Dans l'après-midi du 13 octobre Georges Lebon, hôtelier, Yvon Chollet, buraliste et l'agent de police René Baron sont arrêtés. Le 14 octobre vers 20h 30, les Feldgendarmes conduits par le lieutenant Eckardt arrêtent Léon Vernis chez qui « Etienne » avait logé. Il dénonce également Firmin Blanjean, l'exploitant de la ferme du Glacier. Le 16 octobre au matin, la ferme est investie par les Allemands. Firmin Blanjean et Maurice Falissard sont arrêtés. Averti des premières arrestations, M. Falissard, avec l'aide d'Henri Hefti, a transporté les armes du dépôt constitué à Nailly après le parachutage du 23 juin dans un caveau du cimetière de Nailly. Quand les Allemands arrivent au dépôt d'armes, ils le trouvent donc vide, mais arrêtent Henri Hefti. A Soucy ils ont plus de chance. « Etienne » connaissait aussi le dépôt qui n'avait pas été démenagé. Mme Guyot, la femme du fontainier est arrêtée, en

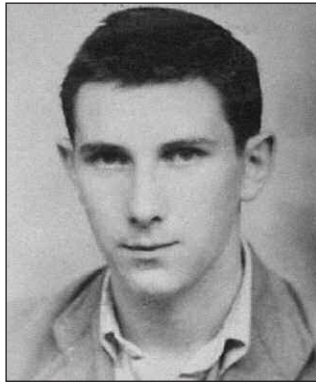
l'absence de son mari. Le 23 octobre au matin, « Etienne » apparaît dans la cour du Cours complémentaire de Villeneuve-sur-Yonne. Il vient chercher Jean Puissant qui témoigne : « Je ne me fis aucune illusion. (...) Comme je savais qu'on avait arrêté Bolland deux heures auparavant, que la ville était en état de siège et qu'un soldat allemand, du haut du clocher, inspectait les rues et les campagnes à la ronde, je compris immédiatement ce qui m'attendait (...) Deux autos stationnaient, gardées par des soldats de la Wehrmacht, mitraillettes sur le coude. J'eus le temps d'entrevoir, en un éclair, dans la seconde voiture, Bolland prostré sur le siège. On me fit monter dans la première, où déjà, cassé en deux, appuyé contre la

glace, s'était affalé Durand le cordonnier, pâle comme un mort, à demi évanoui, les poignets liés par un fil électrique qui avait pénétré dans les chairs, creusant un profond sillon dont les lèvres formant bourrelet s'étaient rejointes au-dessus du lien (...) Enfin la portière s'ouvrit, on poussa près de moi un Bolland meurtri, douloureux, cassé en deux, mais toujours courageux et jovial (...) » La liste des victimes immédiates de la trahison d'« Etienne » compte une vingtaine de noms au moins. C'est probablement à « Etienne » qu'il faut attribuer aussi les arrestations de Marcel Felser et du docteur Seguin à Auxerre. Le mouvement Ceux de la Libération, le groupe de Soucy, le BOA sénonais sont complètement démantelés. Quelques résistants, tel le colonel Mathis parvinrent à se cacher ou à fuir. Quelques autres ne furent pas dénoncés, pour des raisons qui nous échappent. D'autres enfin le seront plus tard, quand « Etienne », devenu un agent stipendié de la Gestapo jugera utile de le faire. Il n'est pas certain qu'il soit responsable des arrestations de Pierre Vauthier et de Jean Marot à Joigny le 15 mars 1944. Par contre, c'est bien lui qui dénonce René Regnard et Jean Mader qui sont arrêtés à Sens le 24 mars 1944. L'arrestation d'Edouard Boutier à Villeneuve sur Yonne le 3 avril 1944, celles de Dumont et de Louis Aubin à Auxerre le 3 mars 1944 ainsi que celle de Maxime Courtis à Sens le 28 avril 1944 sont également à mettre en relation avec l'action nocive de Marius Guillemand. La plupart des résistants arrêtés sont déportés. Plusieurs ne reviendront pas.

« Etienne », le gestapiste

A cette époque « Etienne » est devenu un agent de la Gestapo dijonnaise. Au printemps 1944, il est envoyé en mission dans l'Yonne. Il devient un véritable voyou en s'intégrant à un groupe de gestapistes connu sous le nom de « bande à Wagner » qui commet dans le département de nombreuses exactions. Il est arrêté à Sellières dans le Jura, le 27 juin 1944 en compagnie d'un autre gestapiste icaunais. Les deux hommes qui circulaient à moto demandèrent à entrer dans un maquis. Repérés, ils furent arrêtés par les maquisards qui fouillèrent leurs affaires et découvrirent un ordre de mission détaillé de la Gestapo de Dijon. Conduits au PC des FFI, ils furent jugés par un tribunal militaire. « Etienne » reconnut plusieurs dénonciations dans le Pas-de-Calais où il était retourné après son arrestation à Sens mais cacha totalement son action dans l'Yonne, affirmant par ailleurs de nombreuses contre-vérités. Condamnés à mort, les deux hommes furent fusillés vers le 2 juillet 1944. Les documents dont nous avons aujourd'hui connaissance montrent qu'« Etienne » est devenu un agent de la Gestapo, mais que, jusqu'à son arrestation, il était un authentique résistant. Plusieurs résistants sénonais demeurent convaincus qu'« Etienne » était dès son arrivée à Sens un agent double au service de la Gestapo. Ils interprètent ses efforts pour unifier la Résistance locale comme une action d'infiltration visant à identifier les responsables avec l'objectif de les faire arrêter. Ni les déclarations qu'il a faites avant d'être fusillé par les FFI du Jura, ni l'enquête relancée par la justice militaire en 1954 n'apportent de réponse. L'hypothèse qu'« Etienne » ait été chargé d'infiltrer la Résistance icaunaise et qu'il ait été arrêté par un autre service allemand que celui auquel il aurait appartenu et gardé le temps nécessaire à son identification, ne peut être actuellement ni exclue ni démontrée. ■ JOËL DROGLAND

Sources : Archives nationales, 72 AJ 173 et 72 AJ 208. Dépôt central d'archives de la justice militaire, dossier Guillemand et autres. Archives départementales de l'Yonne, 33 J 18, 1 W 29, 1 W 100, 1 W 151. Archives départementales du Pas-de-Calais, 40 M 454, 40 M 476, 40 M 513. Témoignages d'Oger Dupas, responsable BOA dans le Pas-de-Calais [1998], Louise Vernis [1984], Maurice Falissard [1996], Jean Paquet [1997], René Marault [1994]. Pruneau Roger, Contribution à l'histoire de la Seconde Guerre mondiale dans le département de l'Yonne Pichard Michel, L'Espoir des ténèbres. Parachutages sous l'Occupation [Histoire du BOA]. Drogland Joël, Histoire de la Résistance Sénonaise, Auxerre, ARORY, 2ème éd. 1998.



Paul Botté, Robert Botté et Raymond Pesant.
Sources : Musée de la Résistance, Auxerre.

Octobre 1943 : l'affaire du cuivre à Toucy

Le mouvement Résistance

Au printemps 1943, un groupe de résistants s'est formé à Auxerre autour du docteur Seguin et en Puisaye autour d'André Baudon, Félix François et Bernard Moreau. Ce groupe, qui s'est rattaché dans l'été au mouvement national Résistance, commence à fabriquer de faux papiers et à prendre en charge les nombreux réfractaires qui cherchent alors à se cacher en Puisaye. En septembre 1943, le docteur Seguin est avisé par le directeur régional de l'Urbaine électrique à Auxerre, Marcel Felser, que 530 kg de cuivre réquisitionnés par les Allemands sont stockés en gare de Toucy, prêts à partir pour l'Allemagne qui en a besoin pour son industrie d'armement. Felser prévient André Baudon, le responsable départemental du mouvement Résistance, qui se recuse, pour des raisons que nous ne connaissons pas. C'est alors Félix François, chef électricien à l'Urbaine électrique de Toucy et responsable du mouvement Résistance dans le secteur Toucy-Charny qui accepte d'organiser l'enlèvement du cuivre.

Le vol du cuivre

Il contacte les sédentaires de Toucy et c'est une équipe de huit ou neuf hommes qui exécute l'opération dans la nuit du 29 au 30 septembre 1943. Le cuivre est emporté dans un camion prêt

par Paul Botté, transporteur à Toucy et déposé dans une petite ferme inhabitée entre Dracy et Tannerre-en-Puisaye. Tout s'est déroulé sans problèmes ; mais au petit jour, le 30 au matin, alors que deux membres du groupe, Jacques Bombert et Raymond Pesant, de Champignelles, regagnent leur village, ils sont arrêtés sur la route par les Allemands. L'un des deux hommes porte un revolver ; ils sont emmenés à Auxerre et sans doute torturés. Il est probable que l'un des deux ait avoué et désigné les autres protagonistes de l'affaire. Le même jour, les arrestations se multiplient à Champignelles : les parents de Raymond Pesant ainsi que Pierre Bertrand sont à leur tour incarcérés à la prison d'Auxerre. Le 5 octobre, les gendarmes de Toucy préviennent Félix François que les Allemands se préparent à l'arrêter. Celui-ci fait prévenir le pharmacien de Toucy, Claverie, qui fait aussi partie du mouvement Résistance, puis va chez lui pour détruire des papiers compromettants (dont des listes contenant les noms des membres du mouvement Résistance). Malheureusement cette opération dure un certain temps et lorsqu'il est enfin prêt à partir, les Allemands arrivent à son domicile. Il tente de s'échapper en bousculant un soldat allemand mais les autres lui tirent dessus. Il est blessé au pied et à la main et rapidement maîtrisé.

Les Allemands arrêtent ensuite presque toutes les autres personnes ayant participé à l'enlèvement du cuivre : Alix Champlon, Roland Potel, Paul Botté et son fils Robert. Seul Francis Revillon, un jeune réfractaire de Montereau caché à Toucy échappe à l'arrestation grâce à l'abbé Bouillier de Mézilles qui le fait cacher chez l'abbé Boisserolles. Francis Revillon tentera ensuite, en vain, de récupérer le cuivre toujours entreposé à la ferme et que les Allemands ont cessé de garder au bout de quelques jours. Claverie quitte la région pour ne revenir à Toucy qu'en décembre 1943 et n'aura plus de contacts avec le mouvement Résistance. Trois autres personnes de Toucy, Thibault, Devaux et Lallier sont arrêtées pour la même affaire, mais relâchées quelques jours plus tard.

La répression

La répression s'abat durement sur les personnes arrêtées. Jacques Bombert, Raymond Pesant et Félix François sont fusillés le 13 novembre 1943 au champ de tir d'Egriselles ; Alix Champlon est fusillé à Dijon en décembre. Roland Potel est déporté au camp d'Oranienburg ; Paul Botté et Pierre Bertrand sont déportés au camp de Sachsenhausen ; Pierre Bertrand, transféré ensuite au camp d'Oranienburg y décède le 11 février 1945. Robert Botté,

sans doute en raison de son jeune âge (17 ans) n'est pas envoyé en camp de concentration mais est interné à la prison de Francfort. Marcel Felser et le docteur Seguin sont arrêtés le 15 octobre, sans qu'on sache si ces arrestations sont liées à l'affaire du cuivre de Toucy ou si elles ont été provoquées par la trahison de Marius Guillemand, qui avait pris contact avec eux peu de temps auparavant. Tous deux sont déportés en janvier 1944 à Buchenwald : le docteur Seguin y meurt le 7 avril 1944 et Marcel Felser le 17 décembre de la même année. Ainsi cette affaire du cuivre aura été un désastre : quatre personnes ont été fusillées, quatre sont mortes en déportation ; trois seulement, Paul et Robert Botté et Roland Potel en reviendront. Le groupe Résistance de la région de Toucy est en partie démantelé. Il se reconstitue partiellement dans l'hiver suivant mais une grande partie de ses membres va rejoindre le Service national maquis qui s'installe en Puisaye au printemps 1944 et combatta au sein de ce mouvement. ■

Claude Delasselle

Sources : ADY, 1 W 151, signalements reçus des arrestations opérées par les autorités d'occupation. ADY, 1 W 157, répertoire des arrestations opérées par les autorités d'occupation. ADY, 33 J 18, témoignage de M. Claverie recueilli par M. Vauthier en 1950 et 1951. Bailly Robert, *La Croix de Saint-André*, Clamecy, éditions ANACR-Yonne, 1983, 332 p.